

Obama Gate : Histoire d'un coup d'Etat Foireux.



[Source : Institut des Libertés via Sott.net]

[Auteur :] Charles Gave

Novembre 2016, Donald Trump est élu Président des Etats-Unis à la surprise de tous les gens bien informés. De nombreuses tentatives de déstabilisation de sa campagne avaient eu lieu avant l'élection (Carter-Page, Papadopoulos, Malafort etc..), dont je ne vais pas parler, faute de place. En fait, je vais m'intéresser presque exclusivement au cas du général Flynn tant il me paraît évident qu'il est l'homme qui devait être détruit car sans doute aucun il en savait trop.

Avant de présenter les faits et uniquement les faits, il me faut d'abord, comme dans une pièce de théâtre, répertorier les principaux acteurs ainsi que les fonctions qu'ils occupaient.

Tout le monde connaît Obama et Trump, mais dans ce cas-là, les personnages secondaires sont tout aussi intéressants et je vais commencer par la constellation de ceux qui entouraient Obama.

En voici la liste, avec leurs fonctions. Jo Biden, Vice-Président des USA et candidat en 2020 contre Trump. Loretta Lynch, ministre de la Justice, secondée dans ses fonctions par Sally Yates, numéro deux du même ministère (le DOJ) qui a la tutelle sur le FBI, la police fédérale US, dont le patron était James Comey. La conseillère pour les affaires de sécurité (National Security Advisor) était Susan Rice tandis que le chef de la CIA était John Brennan et le patron des organisations de sécurité James Clapper.

Venons-en au général Michael T Flynn. Démocrate, issu d'une famille démocrate, grand soldat s'il en fût, spécialiste du renseignement et de l'action psychologique, Lieutenant Général, c'est-à-dire général trois étoiles, il est nommé à la tête des services de renseignement de l'armée en Juillet 2012 par le Président Obama et donnera sa démission en Avril 2014, le pouvoir en place n'aimant guère ses discours sur les dangers que représentaient l'Islam militant ainsi que son apparente indifférence au danger Russe.

Il rejoint la campagne de Trump pour être nommé, après l'élection au poste prestigieux de « National Security Advisor », celui qui murmure à l'oreille

du Président pour toutes les questions relatives à la défense et à la sécurité des USA. Inutile de dire qu'en tant que chef du service de renseignement de l'armée, il devait être au courant de l'endroit où tous les cadavres étaient enterrés en Lybie (Benghazi), en Ukraine, au Moyen-Orient, en Syrie avec le financement d'Isis par Hilary Clinton pour faire tomber Assad et que sais-je encore. Il était donc l'homme à abattre, car ses révélations auraient pu mettre en cause tout l'appareil du parti démocrate et en conduire un certain nombre en prison, pour corruption (voir le fils de Jo Biden en Ukraine et en Chine).

Et abattu, il le fut très vite, et voici la façon dont cela s'est passé.

Commençons par la version officielle.

- En Décembre 2016, le parti Démocrate aux USA se rend compte que son ordinateur central a été « hacké » et fait savoir que les coupables sont les services secrets Russes, qui ont transmis les informations ensuite à Wikileaks, qui les publient, ce qui est bien sûr une preuve que les Russes cherchaient à faire élire Donald Trump. Notons que le FBI n'a jamais eu accès à cette machine pour vérifier ces affirmations, ce qui est ...étonnant et sans précédent.
- Le 12 Janvier 2017, après l'élection de Trump, Ignatius, grand reporter au New-York Times, sort un dossier extrêmement compromettant sur le futur Président Trump, qui, lors d'une visite antérieure en Russie, se serait livré à quelques fantaisies sexuelles à Moscou. Le message est clair. Poutine a suffisamment d'informations de ce type sur Trump pour forcer le nouveau Président des USA à faire ce qu'il lui dira de faire.
- Le 24 Janvier, le général Flynn, qui a pris ses fonctions à la maison blanche le 20 janvier précédent prend un coup de téléphone du numéro trois du FBI, Peter Strock lui demandant si lui et l'un de ses collègues peuvent passer le voir pour faire connaissance, ce qu'il accepte. Les deux compères arrivent et lui posent quelques questions sur un coup de téléphone qu'il a donné à l'ambassadeur Russe (sous écoute bien entendu, et dont le personnel du FBI avait les minutes), et dans lequel il demandait à l'ambassadeur de faire passer le message que Trump voulait revenir à de meilleures relations avec la Russie. Le général dit qu'il ne se souvient pas très bien, refusant ainsi de répondre aux questions du FBI, et tout le monde se sépare bons amis. Coup de tonnerre : Dans les jours qui suivent, le FBI met en accusation le général pour avoir refusé de répondre au FBI lors de son interview et notre homme est obligé de démissionner, pour être ensuite trainé devant les tribunaux, forcé de vendre sa maison pour payer sa défense et finir par se reconnaître coupable d'un crime qu'il n'a pas commis lorsque le FBI lui dit que s'il continue à se défendre, ils vont s'en prendre à son fils.

Le cas Trump semble clos : Pénétration de l'ordinateur du parti Démocrate par des Russes, dossier salace prouvant que Trump était susceptible d'être la victime d'un chantage de la part de Moscou et principal conseiller faisant des offres d'apaisement à l'ambassadeur de Russie avant même d'être au pouvoir à Washington. La messe était dite, Trump était un agent au service de

la Russie.

Une commission d'enquête est demandée contre Trump par les démocrates. Le ministre de la Justice de l'époque, choisi par Trump, monsieur Session, ancien Sénateur du Sud qui avait pris un verre avec l'ambassadeur Russe un an avant et dont nul ne saura jamais s'il était idiot, complice ou les deux à la fois, se désiste et confie le dossier au numéro deux du DOJ de l'époque, un monsieur Rosenstein, homme de l'état profond s'il en fut qui enclenche les mécanismes légaux qui mèneront à la création de la commission d'enquête dite de « Muller », ancien patron du FBI et grand copain de Comey où ne figureront que des juristes démocrates. Cette commission va empoisonner la vie de Trump pendant deux ans avant de rendre ses conclusions en 2020 en concluant qu'ils n'ont rien trouvé et qu'il n'y a rien dans le dossier, ce que tout le monde savait au bout de trois mois.

Premier coup dur pour les démocrates. Mais ce n'est que le début. Le général Flynn change d'avocat, car le FBI, loin de le laisser tranquille après ses « aveux », veut lui faire faire six mois de prison. Il demande à un avocat absolument remarquable, une femme, Sydney Powell, de le défendre, virant la grande firme d'avocats qui l'avaient for mal défendu jusque-là. Et cette femme fait découverte stupéfiante après découverte stupéfiante et je vais les citer non pas dans l'ordre où elle les a faites, mais dans leur chronologie

1. Elle découvre que le FBI avait mis sous surveillance et sous écoute le général Flynn dès qu'il avait rejoint la campagne de Trump, en Mars 2016, ce qui était strictement illégal. Elle découvre de plus que le FBI, après neuf mois d'écoutes, concluait le 4 Janvier 2017 que rien ne pouvait être reproché au général et qu'il fallait fermer le dossier. Ce à quoi, Peter Stzrock s'oppose sur ordre de Comey et le général reste sous surveillance.

2. Elle découvre que le 5 Janvier, Obama demande à Comey de ne pas dire à Trump que le général est sous surveillance parce qu'Obama ne serait pas sûr que Trump ne soit pas un agent Russe, ce à quoi Comey acquiesce, alors que ni lui ni Obama n'ont la moindre preuve de quoi que ce soit contre Trump ou Flynn. En fait, Comey continuera à obéir à Obama et à trahir Trump ce qui est une forfaiture, jusqu'à ce qu'il soit viré par Trump.

3. Elle découvre que le même 5 Janvier 2017, une réunion a eu lieu à la Maison Blanche où sont présents Obama, Biden, Clapper, Susan Rice, Sally Yates, Brennan, Comey... et que la décision est prise à la fin de la réunion de tout faire pour faire tomber notre général. Et l'ordre est donné (par qui ?) de monter un piège pour faire tomber Flynn. Ce qui fut fait lors de la visite à Flynn du 24 Janvier. On a retrouvé les notes manuscrites de l'agent qui accompagnait Stzrock lors de la visite et il voulait savoir si le but était 1) de le faire virer, 2) de le mettre en prison ou 3) de discréditer l'administration Trump. Et l'ordre, parfaitement illégal de faire cette visite, fut donné par Comey qui s'en est vanté dans une réunion publique dans laquelle ses propos ont été enregistrés. Et c'est pendant cette visite que les deux mafieux ont piégé le général en créant un crime (refus de répondre aux questions du FBI), là où il n'y en avait pas alors que le général pensait

que c'était une visite amicale. Par exemple, ils n'ont pas précisé au général quels étaient ses droits (Miranda), qu'il pouvait se faire aider d'un avocat. Qui plus est, il est parfaitement légal de mentir au FBI si cela porte sur question pour laquelle ils ne sont pas mandatés. Or ils n'étaient mandatés pour rien du tout, ayant été envoyés par James Comey « au culot ». On pense à la phrase de Beria à Staline : « Désignez- moi le criminel, je me charge de trouver le crime ».

4. Elle découvre que James Comey avait montré le dossier crapuleux le 6 Janvier 2017, le lendemain de la réunion avec Obama à la maison blanche à Trump et Flynn en sachant qu'il était faux de bout en bout (ce que les notes internes du FBI prouvent) et que ce dossier monté par un agent secret anglais en poste en Russie pendant des années a été payé par le Democratic National Congress (DNC) pour 50 % et par la campagne d'Hillary Clinton pour les 50 % restant, ce que savait parfaitement Comey. Or le code électoral américain interdit de faire travailler un non-citoyen lors d'une campagne, ce qu'ont fait le DNC et Hillary Clinton.

5. Par d'autres sources, on apprend que Comey, Clapper, Brennan & Co ont demandé la mise sous écoutes d'une grande partie des équipes de Donald Trump avant et après le 20 Janvier, en utilisant ce faux dossier comme justification, ce qui fût fait, en sachant qu'il était faux et sans en prévenir les juges qui délivraient les autorisations, ce qui est crime passible de la prison à vie.

6. La chambre des représentants, conduite par monsieur Schiff, un fanatique anti Trump, a fait passer de nombreuses auditions à tous ces gens, Comey, Brennan, Claper, Sally Yates, Susan Rice qui passaient ensuite sur NBC, CBS, CNN ou donnaient des articles au Washington Post ou au New York Times etc. en assurant qu'ils avaient vu, de leurs yeux vu les preuves de la culpabilité de Trump. Les minutes officielles de ces auditions viennent d'être publiées par Richard Grenelle, le haut fonctionnaire en charge de la conservation de ce genre de dossiers à la grande fureur de monsieur Schiff, des démocrates et des media. Aucune de ces personnes n'indique avoir jamais vu la moindre preuve d'une quelconque culpabilité de Trump, car cette fois- là, chacun était sous serment et risquait la prison à vie en cas de parjure. Ce qui ne les empêchait pas continuer de mentir dès qu'ils étaient sortis. Le plus étonnant est cependant la réalité suivante : pourquoi donc les Républicains présents lors de ces auditions n'ont-ils pas fait « fuiter » ces informations à leurs amis dans la presse ? D'où j'en déduis que Trump n'a pas que des amis au parti Républicain et que l'état profond a soigneusement noyauté le parti républicain aussi... (Le Sénateur Graham vient à l'esprit, je ne sais pas pourquoi.).

7. Dans ces auditions – et sous serment-le patron de CrowdStrike, la firme qui gérait l'ordinateur soi-disant hacké du parti démocrate, a dit qu'il n'avait aucune preuve que l'ordinateur ait été attaqué et encore moins par les Russes. Il est donc probable que cela aussi était un mensonge, mais alors pourquoi Julien Assange est-il encore en prison en Grande-Bretagne pour avoir été complice du viol de l'ordinateur du DNC, qui n'a probablement jamais eu

lieu, et cela à la demande du ministère de la Justice des USA, ce repaire de brigands ? Assange doit être libéré tout de suite.

8. On vient d'apprendre- vendredi dernier- que Jo Biden avait demandé et obtenu la mise sur écoutes non pas des ennemis des USA mais de ses adversaires politiques américains, ce qui est un autre crime. Et de même pour Sally Yates, Susan Rice, Clapper Brennan qui tous, et en particulier à la fin du deuxième mandat d'Obama, voulaient absolument savoir ce que préparait Trump. Et toutes ces écoutes étaient illégales. Déjà, le Sénateur Républicain Rand Paul va les convoquer tous pour qu'ils répondent à ses questions sous serment, y compris monsieur Biden, qui ne semble pas avoir un respect très élevé pour la Loi et va devoir venir s'expliquer avant les élections, au Sénat et devant des Républicains. A mon avis la carrière de Biden va connaître un arrêt brutal et il va peut-être devoir passer par la case « prison » où il risque d'être entouré de camarades du parti. Qui sera le candidat Démocrate et comment ce candidat sera t'il désigné ? ... est donc la question suivante.

9. Et pour finir, cerise sur le gâteau, le DOJ, à la demande de Sidney Powell, a retiré toutes les charges contre notre général, ce qui n'empêche pas le Juge Sullivan, grand copain d'Eric Holder, lui-même ex-ministre de la Justice d'Obama pendant quelques années, de vouloir continuer à le juger pour un parjure qui n'a jamais eu lieu. Ce doit être le premier cas dans l'histoire des USA où le parquet dit que le prévenu est complètement innocent et qu'il a été victime d'une tentative d'assassinat judiciaire abominable et que le juge entend continuer à le juger. A mon avis la Cour Supreme va devoir intervenir.

Je m'arrête ici non faute de matériel, je pourrais écrire le double de ce que j'ai déjà écrit mais je suis arrivé au point « CQFD », où il n'y a plus rien à prouver tant les faits sont accablants. Rajoutons que maintenant que Flynn a été innocenté, il va pouvoir parler...

Résumons.

Cette affaire est infiniment plus grave que le Watergate, où Nixon avait simplement essayé de couvrir maladroitement quelques bras cassés qui avaient tenté de cambrioler les locaux du DNC sans en avoir reçu l'ordre. Là, il s'agit d'une tentative de coup d'état, préparé avec soin par un groupe criminel, qui avait pris le contrôle des services secrets, du FBI et du Ministère de la Justice, tous noyautés à mort avant le changement d'administration, pour se débarrasser d'un homme qui avait gagné les élections à la loyale.

Et cette action a été totalement couverte par ce qu'il est convenu d'appeler les media officiels (CNN, NBC, CBS. NYT, Washington Post) qui, pour l'instant, refusent de mentionner ce qui est sans doute le plus grand scandale politique de l'histoire des Etats-Unis, en parlant d'une manœuvre de diversion. Seuls Fox et Breitbart se sont battus pour soutenir le Président élu sous les lazzis des bien-pensants.

Et voici ma conclusion : je crois que depuis Watergate, les journalistes du monde entier se sont dits que leur rôle était de faire tomber les régimes « de droite » et que pour cela, puisque la droite était dans son essence mauvaise, tous les moyens étaient bons, y compris criminels. Pour beaucoup de journalistes, aujourd'hui, la fin -détruire la droite-justifie les moyens. Et c'est comme cela que l'état de droit disparaît.

Et comme toujours, cette maladie est arrivée chez nous quelques années après et nous souffrons donc du même mal. Le but de nombre de journalistes français est aujourd'hui purement et simplement de détruire les gens de droite, en les empêchant de s'exprimer par tous les moyens. Conclusion : A quoi donc aujourd'hui reconnaît-on un journaliste de gauche (pléonasme) ? Au fait qu'il est favorable à la censure..

Il faut donc que ces criminels et leurs complices dans les media passent en jugement et aillent en prison et pour très longtemps. Je fais confiance à messieurs Barr (le nouveau ministre de la Justice, qui ressemble beaucoup à Droopy le basset et qui a l'air d'en avoir la ténacité) et Durham (le procureur spécial choisi par monsieur Barr, qui lui ressemble à un furet) pour terminer leurs enquêtes avant la prochaine élection présidentielle, car si Trump était battu, tout cela resterait impuni. L'été va être chaud, voire caniculaire à Washington et va durer jusqu'au début Novembre, date des élections présidentielles.

Et ma dernière remarque sera pour dire que le Président Trump a fait preuve d'une incroyable force et d'une résistance stupéfiante pendant toute cette période. N'importe qui d'autre y aurait laissé sa peau et sa santé mentale, ce qui lui vaut toute mon admiration. S'il est réélu, je ne doute pas que les Clinton et en particulier madame Clinton, rejoindront en prison tous les autres criminels qui se sont essayés à fomenter un coup d'état aux USA. Reste la question de ce qui arrivera à Obama, le comploteur en chef. Peut-être Trump le gracierait-il par respect pour la fonction Présidentielle ? Voilà qui serait un coup mortel pour la vanité immense de ce tartuffe sanctimonieux.

Si tout cela est suivi de condamnations, alors l'atmosphère dans le monde deviendra à nouveau respirable et le danger de guerre reculera partout, l'état profond américain ayant été détruit, ce qui, après tout, était la première promesse électorale du Président Trump. Souhaitons que la même chose arrive en France !

Écoutez l'intervention de Charles Gave sur Sud Radio, le 20/05/20 :

Auteur : Charles Gave



Economiste et financier, Charles Gave s'est fait connaître du grand public en publiant un essai pamphlétaire en 2001 " Des Lions menés par des ânes "(Éditions Robert Laffont) où il dénonçait l'Euro et ses fonctionnements monétaires. Son dernier ouvrage "Sire, surtout ne faites rien" aux Editions Jean-Cyrille Godefroy (2016) rassemble les meilleurs chroniques de l'IDL écrites ces dernières années. Il est fondateur et président de Gavekal Research (www.gavekal.com).